Déclaration intersyndicale

Formation spécialisée ministérielle extraordinaire du 11 décembre

Paris, le 11 décembre 2025

Monsieur le Ministre,

Nous, organisations syndicales représentatives, souhaitons par la présente vous exprimer notre profonde préoccupation et colère quant au projet de transfert des routes nationales aux départements, tel qu'annoncé récemment par le premier ministre puis relayé par la ministre Gatel et semble-t-il par vous-même si l'on en croit les réseaux sociaux.

Ce projet, présenté comme une « décentralisation » n'apparaît pas comme un simple transfert de compétence : il constitue, de notre point de vue, une remise en cause majeure de l'unité, de l'efficacité et de la cohérence du réseau routier national. Ce réseau — structurant, essentiel aux liaisons entre métropoles, pôles économiques et territoires — ne peut être assimilé à de simples kilomètres parmi d'autres. Et ces kilomètres ne peuvent être « rabaissés » par le nombre. Les routes nationales supportent un trafic et des enjeux techniques, de sécurité et de continuité territoriale spécifiques, qui ne se résument pas à une simple addition de réseaux départementaux. Sur les « seuls 10 000 km », le réseau routier national supporte en effet 20 % du trafic national.

Transférer ces infrastructures sans garantie réelle de maintien des moyens, des compétences et des personnels, ce serait risquer une dégradation de l'entretien, de la gestion et de la qualité du service public routier. Cela fragiliserait non seulement la sécurité des usagers, mais aussi l'aménagement et la cohésion territoriale dont la Nation a besoin.

Nous affirmons avec fermeté que ce réseau n'est en rien comparable au réseau départemental, et qu'il ne saurait être traité comme un bien dispensable ou une variable d'ajustement budgétaire. Pour nous, c'est clairement non : aucune réforme légitime ne peut s'appuyer sur la suppression déguisée d'un service public indispensable.

En conséquence, nous réaffirmons avec force que le réseau routier national constitue un patrimoine stratégique de l'État, garant de l'égalité entre les territoires et de la sécurité des usagers. Il doit demeurer sous responsabilité nationale, avec les moyens et les missions qui en découlent.

Nous tenons donc à le dire sans détour : c'est NON. Les agents et leurs organisations resteront pleinement mobilisés pour défendre ce service public essentiel et les missions qui lui sont liées.

Les représentants FO, CGT, FSU